

DEPARTEMENT DU CANTAL

SAINT-FOUR COMMUNAUTE

DECISION DU PRESIDENT n°2026-633
PRISE PAR DELEGATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

OBJET :
**Convention financière relative à la prise en charge des frais
du sinistre du camion benne à ordures ménagères**

Le Président de Saint-Flour Communauté,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-10 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2026-127 en date du 12 mai 2026 portant délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant au Président ;

Considérant l'accident survenu sur l'ISDND des Cramades gérée par le SYTEC, causé par l'effondrement du quai de déchargement et ayant entraîné des dommages matériels sur le camion benne à ordures ménagères (BOM) immatriculé GB 543 ST appartenant à Saint-Flour Communauté ;

Considérant la situation assurantielle des parties ;

Considérant la volonté des deux personnes publiques de régler à l'amiable et de manière équitable les conséquences financières dudit sinistre afin de préserver la continuité du service public de gestion des déchets ;

Considérant que la SYTEC prend à sa charge exclusive et directe l'ensemble des frais engagés au titre du dépannage, du remorquage du véhicule sinistré ;

Considérant que le montant prévisionnel global des réparations est évalué à 17 800,00 € TTC ;

Considérant que les parties conviennent d'un partage à parts égales (50/50) du montant total définitif des factures de réparations ;

DECIDE

Article 1 : D'approuver la convention financière relative à la prise en charge des frais du sinistre du camion benne à ordures ménagères avec le SYTEC ;

Article 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget OM/Déchèteries 2026 ;

Article 3 : De dire que tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision doit être présenté devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à Saint-Flour, le 12 octobre 2026

Le Président,

Philippe DELORT



Accusé de réception en préfecture
015-200066660-20261012-DEC2026-633-AU
Date de télétransmission : 16/10/2026
Date de réception préfecture : 16/10/2026

Il sera rendu compte de cette décision à la prochaine séance du conseil communautaire.

Transmise en Préfecture le 16 OCT. 2026

Publiée sous format électronique sur le site internet de Saint-Flour Communauté, conformément à l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 et au décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, le **16 OCT. 2026**

Accusé de réception en préfecture
015-200066660-20261012-DEC2026-633-AU
Date de télétransmission : 16/10/2026
Date de réception préfecture : 16/10/2026



CONVENTION FINANCIÈRE RELATIVE À LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS SUITE AU SINISTRE DU CAMION BENNE A MÉNAGÈRES

Entre les soussignés :

Saint-Flour Communauté, Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, représentée par son Président en exercice, Monsieur Philippe DELORT, dûment habilité aux fins des présentes par décision n°2026-633 en date du 12 octobre 2026,

Ci-après désignée « Saint-Flour Communauté »,

D'une part,

Et

Le Syndicat des Territoires de l'Est Cantal (SYTEC), Syndicat mixte, représenté par sa Présidente en exercice, Madame Mariana BESSE, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération n°2026-65 en date du 9 septembre 2026,

Ci-après désigné « le SYTEC »,

D'autre part.

PRÉAMBULE

Considérant l'accident survenu sur l'ISDND des Cramades gérée par le SYTEC, causé par l'effondrement du quai de déchargement et ayant entraîné des dommages matériels sur le camion benne à ordures ménagères (BOM) immatriculé GB 543 ST appartenant à Saint-Flour Communauté ;

Considérant la situation assurantielle des parties ;

Considérant la volonté des deux personnes publiques de régler à l'amiable et de manière équitable les conséquences financières dudit sinistre afin de préserver la continuité du service public de gestion des déchets ;

Accusé de réception en préfecture
015-200066660-20261012-DEC2026-633-AU
Date de télétransmission : 16/10/2026
Date de réception préfecture : 16/10/2026

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités financières et le règlement des dépenses liées au dépannage et aux réparations du camion benne à ordures ménagères de Saint-Flour Communauté suite au sinistre visé en préambule.

ARTICLE 2 – PRISE EN CHARGE DU DÉPANNAGE

Le SYTEC prend à sa charge exclusive et directe l'ensemble des frais engagés au titre du dépannage, du remorquage du véhicule sinistré. Les factures afférentes sont directement acquittées par le SYTEC.

ARTICLE 3 – RÉPARTITION DES FRAIS DE RÉPARATIONS

Le montant prévisionnel global des réparations est évalué à 17 800,00 € TTC (dix-sept mille huit cents euros Toutes Taxes Comprises). Les parties conviennent d'un partage à parts égales (50/50) du montant total définitif de la facture de réparation TTC.

Saint-Flour Communauté engage et règle la totalité des factures relatives aux réparations. Le SYTEC s'engage à rembourser à Saint-Flour Communauté la moitié du montant réel TTC des dépenses de réparation engagées.

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Suite aux réparations et après liquidation effective des factures, Saint-Flour Communauté émettra un titre de recette à l'encontre du SYTEC.

Ce titre de recette sera assorti des copies des factures acquittées relatives aux réparations.

Le SYTEC s'engage à mandater la somme due dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification du titre de recette par le comptable public.

ARTICLE 5 – RESILIATION

La présente convention prendra fin de plein droit dès l'extinction totale de la créance due par le SYTEC à Saint-Flour Communauté.

ARTICLE 6 – VOIES DE RECOURS ET JURIDICTION COMPÉTENTE

En cas de différend né de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher prioritairement une solution amiable.

À défaut d'accord amiables dans un délai de deux mois à compter de la notification du litige par lettre recommandée avec accusé de réception, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Saint-Flour, le

Pour Saint-Flour Communauté,
Le Président,

Philippe DELORT

Pour le SYTEC,
La Présidente,

Marina BESSE